



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE MARS 2021

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES

AU CANADA

Mars 2021

Lancement de la page LinkedIn des SER au Canada

Les Services économiques au Canada ont le plaisir de vous inviter à suivre leur nouvelle page LinkedIn. Vous y retrouverez les actualités des Services, des analyses relatives à l'environnement économique et financier canadien, ainsi que toute information susceptible d'intéresser les acteurs de la relation bilatérale franco-canadienne.

Vous pouvez vous y connecter en cliquant ici :



En bref : baisse du chômage en février



Source(s) : Enquête sur la population active (3701), tableau 14-10-0287-01.

L'institut statistique du Canada (StatCan) a publié son enquête mensuelle sur la population active canadienne pour le mois de février, dans laquelle il souligne une amélioration des conditions sur le marché du travail liée à l'assouplissement des restrictions sanitaires dans la majorité des provinces. Le taux de chômage s'est ainsi établi à 8,2% (-1,2 pt par rapport à janvier), son niveau le plus bas depuis mars 2020. De plus, après deux mois consécutifs de destructions nettes, les créations d'emploi sont reparties à la hausse avec près de 259 000 emplois créés au cours du mois de février, notamment au Québec (112 600) et en Ontario (100 300).

Zoom sur la campagne vaccinale au Canada

À la fin du mois de mars, 12 % de la population canadienne a reçu au moins une dose de vaccin. Suite à une recommandation du conseil consultatif national de l'immunisation, le délai maximal entre deux doses de vaccin est étendu à 4 mois. Beaucoup de provinces ont donc retardé l'injection de la deuxième dose, ce qui fait que moins de 700 000 Canadiens sont complètement vaccinés. Après un début de campagne vaccinal lent, l'approbation de nouveaux vaccins (AstraZeneca et Johnson&Johnson) ainsi que l'intensification des livraisons ont permis de faire décoller la campagne vaccinale, avec près de 200 000

Canadiens vaccinés quotidiennement ces derniers jours. Quelques incertitudes demeurent cependant quant à l'approvisionnement des vaccins. L'Union européenne a annoncé qu'elle allait limiter l'exportation des vaccins produits dans les Etats-membres, même si ces mesures ne devraient pas affecter les livraisons vers le Canada. De plus, les exportations du vaccin AstraZeneca, fabriqué en Inde et principal fournisseur du Canada ont été temporairement suspendues.

Économie et politiques sectorielles

1 COVID-19

- ▶ Extension de la date limite pour la demande du CUEC
- ▶ Maintien de la subvention salariale et de la subvention d'urgence pour le loyer jusqu'en juin

2 Conjoncture économique

- ▶ Maintien des taux directeurs et du programme d'assouplissement quantitatif
- ▶ Publication du rapport OCDE sur le Canada
- ▶ Publication du rapport FMI sur la reprise

3 Budgets

- ▶ La publication du budget fédéral prévue le 19 avril
- ▶ Publication du budget de l'Ontario pour l'exercice 2021/2022
- ▶ Le ministre des Finances du Québec, Eric Girard, présente le budget 2021-2022 de la province

4 Politique commerciale

- ▶ Avancées des négociations commerciales entre le Royaume-Uni et le Canada
- ▶ Publication du plan d'action pour la relance des exportations du Québec
- ▶ Ottawa souhaite renforcer son contrôle des investissements étrangers

5 Agriculture

- ▶ Le gouvernement fédéral veut créer un laboratoire en plein air sur le changement climatique sur les terres agricoles de la Saskatchewan

6 Environnement et énergie

- ▶ La Cour suprême du Canada juge la taxe carbone constitutionnelle
- ▶ Le Canada a signé un accord de coopération avec l'Allemagne sur l'énergie verte comportant un volet sur l'hydrogène.

7 Infrastructures

- ▶ Ottawa donne son feu vert à la construction du port industriel de Contrecoeur

Entreprises

1 Santé

- ▶ Ouverture d'une nouvelle usine de production Sanofi à Toronto

2 Aéronautique

- ▶ Bombardier établit un plan quinquennal pour tirer parti de la reprise des ventes de jets privés

- ▶ Airbus Canada estime que le gouvernement canadien envoie un signal « très dangereux », en tardant à accorder une aide spécifique aux compagnies aériennes et à l'industrie aéronautique

3 Distribution

- ▶ Rachat de Longo par Empire Company Ltd.

4 Finance

- ▶ La banque Toronto-Dominion (TD Bank) fait l'acquisition de l'entreprise américaine de trading Headlands

5 Transports et infrastructures

- ▶ Nouveau partenariat entre Thales, InVision et Metrolinx pour l'avenir des transports en Ontario
- ▶ Le gouvernement du Québec octroie 56 M CAD (37,8 M€) sous forme de prêt avec possibilité de pardon à Alstom Canada pour l'usine à La Pocatière

6 Numérique / Tech

- ▶ Quadient fait l'acquisition de la société canadienne FinTech Beanworks
- ▶ L'entreprise française SQUAD s'implante en Amérique du Nord et lance sa nouvelle filiale à Montréal
- ▶ Levée de fonds de 450 M USD (383 M€) pour Inovia

Évènements

- ▶ 13-15 avril : Congrès « Globe Capital 2021 »
- ▶ 13 avril : conférence sur les perspectives de reprise post-Covid avec la Chambre de commerce et d'industrie d'Ontario
- ▶ 13 avril : « Labour Relations Outlook Webinar 2021 » avec le *Conference Board*
- ▶ 14 avril : « L'hydrogène vert : tour d'horizon des modèles d'affaires émergents » avec la Chambre de commerce et d'industrie de Montréal
- ▶ 20 avril : Webinaire CCIFC : immigration au Canada en 2021 : état des lieux et perspectives d'avenir
- ▶ 20-22 avril : Conférence « Collision 2021 »
- ▶ 27 avril : « EU-Canada Business Tech Day » avec la Chambre de commerce de l'Union européenne au Canada

Économie et politiques sectorielles

1 COVID-19

Extension de la date limite pour la demande du CUEC

Le gouvernement fédéral a annoncé la prolongation du délai accordé aux entreprises pour faire leur demande de Compte d'Urgence pour les Entreprises Canadiennes (CUEC) jusqu'au 30 juin 2021. Les petites entreprises peuvent, par l'intermédiaire de ce dispositif, faire une demande de prêt allant jusqu'à 60 000 CAD (41 400 EUR). Le gouvernement a indiqué que depuis la mise en place de ce dispositif, plus de 850 000 entreprises avaient pu en bénéficier, pour un montant total d'environ 45 M CAD (30,1 M€).

Maintien de la subvention salariale et de la subvention d'urgence pour le loyer jusqu'en juin

Début mars, la vice-Première ministre et ministre des Finances Chrystia Freeland a annoncé que le gouvernement entendait prolonger les mesures de soutien (Subvention salariale d'urgence du Canada et Subvention d'urgence pour le loyer) jusqu'au 5 juin 2021 minimum, à taux inchangés. Pour les employés actifs, le taux maximum de la subvention salariale serait ainsi maintenu à 75%, tandis que celui de la subvention d'urgence pour le loyer serait maintenu à 65%. Par ailleurs, concernant les employés en congé forcé, le gouvernement a indiqué sa volonté d'aligner les taux de la subvention salariale avec ceux de l'assurance-emploi.

2 Conjoncture économique

Maintien des taux directeurs et du programme d'assouplissement quantitatif

La Banque du Canada a annoncé le 10 mars qu'elle maintiendrait ses taux directeurs au niveau actuel

(0,25%) jusqu'à l'atteinte durable de la cible d'inflation. La banque centrale a également indiqué qu'elle comptait poursuivre son programme d'assouplissement quantitatif entamé au début de l'année 2020, à un rythme de 4 Md CAD (2,7 Md€) par semaine. La publication du rapport sur la politique monétaire est prévue le 21 avril.

Publication du rapport OCDE sur le Canada

Début mars, l'OCDE a rendu public son rapport « *Economic survey of Canada 2021* », dans lequel l'organisation dresse le bilan des résultats du Canada pour l'année 2020 et met en avant un certain nombre de recommandations en matière de politique économique. Le rapport souligne tout d'abord la lenteur et les difficultés liées à la reprise de l'activité économique, ainsi que l'effet néfaste de la pandémie sur l'emploi et les finances publiques du pays. Toutefois, l'OCDE insiste sur la nécessité de poursuivre les mesures de soutien budgétaire tant que la pandémie durera, avant de mettre en place, dans un second temps, une politique de stabilisation des finances publiques et de réduction de la dette.

Publication du rapport FMI sur la reprise

Le gouvernement canadien a reçu le 18 mars les conclusions du FMI quant à sa mission annuelle sur les consultations au titre de l'article IV. Dans son rapport, le Fonds monétaire international souligne que la réponse rapide et efficace du gouvernement canadien au printemps 2020 a permis de limiter les effets des restrictions sanitaires sur l'emploi et l'activité économique. Sans cette intervention, le FMI estime que la production réelle aurait diminué de 7,8 p.p. supplémentaires, tandis que le chômage aurait atteint 3,2 p.p. de plus. Concernant les prévisions de reprise, le FMI projette une croissance de 4,4% du PIB en 2021, puis 4,1% en 2022.

3 Budgets

La publication du budget fédéral prévue le 19 avril

Le ministre des Finances Chrystia Freeland a annoncé que le prochain budget fédéral serait publié le 19 avril

prochain, soit plus de deux ans après le précédent budget fédéral, en mars 2019. Parmi les enjeux de ce nouveau budget 2021/2022 se trouvent le plan de relance annoncé par le gouvernement canadien en novembre 2020, pouvant aller jusqu'à 100 Md CAD (67 Md€) sur 3 ans, mais également la question de la taxation des entreprises du numérique.

Publication du budget de l'Ontario pour l'exercice 2021/2022

Le gouvernement de l'Ontario a publié le 24 mars son budget pour l'exercice 2021/2022, présentant les perspectives économique de la province, ainsi que les projections de finances publiques pour les années à venir. L'Ontario devrait connaître une récession de 5,7% du PIB pour l'année 2020, et le déficit devrait quant à lui s'établir à 38,5 Md CAD (4,6% du PIB, 26 Md€) pour l'exercice 2020/2021. Le gouvernement prévoit par ailleurs un retour à l'équilibre budgétaire en 2030.

Le ministre des Finances du Québec, Eric Girard, présente le budget 2021-2022 de la province

Le ministre des Finances du Québec, Eric Girard, a prononcé son discours sur le budget 2021-2022 le 25 mars 2021. Après un recul de 5,3 % en 2020 causé par les effets de la pandémie, le PIB réel va croître de 4,2 % en 2021, selon les prévisions du ministère des Finances. Le gouvernement québécois a décidé de reporter le retour à l'équilibre budgétaire dans sept ans (plutôt que cinq tel que prévu par la *Loi sur l'équilibre budgétaire*), pour concentrer ses efforts sur la relance de l'économie et le redressement du système de santé. Alors qu'il avait atteint 43,2 % du PIB au 31 mars 2020, le ratio de la dette brute montera à 49,5 % au 31 mars 2021. Le budget 2021 propose plusieurs nouvelles mesures visant à contrer les effets néfastes de la pandémie, mais aussi à positionner le Québec pour « la nouvelle économie ». L'ensemble des mesures additionnelles totalise 15 Md CAD (10,1 Md€) d'ici 2025-2026.

4 Politique commerciale

Avancées des négociations commerciales entre le Royaume-Uni et le Canada

Le gouvernement canadien a annoncé la ratification prochaine de l'Accord de continuité commerciale (ACC) avec le Royaume-Uni suite à la sanction royale du projet de loi à la Chambre des communes courant mars. Cette ratification permettra l'entrée en vigueur définitive de l'ACC, entré en vigueur de façon provisoire au 1er janvier. L'ACC permet de garantir l'accès des entreprises canadiennes au marché britannique, tandis que 98% des produits canadiens exportés au Royaume-Uni devraient rester en franchise de droits. L'ACC devrait toutefois être une mesure transitoire, dans la mesure où le Canada et le Royaume-Uni ambitionnent de signer un nouvel accord bilatéral qui régira les relations commerciales entre les deux pays d'ici 2023. Dans cette optique, les autorités canadiennes ont lancé le 12 mars dernier une série de consultations à destination des acteurs du commerce canadien, afin de définir leurs priorités en vue du nouvel accord canado-britannique et de la potentielle adhésion du Royaume-Uni au CPTPP.

Publication du plan d'action pour la relance des exportations du Québec

Le gouvernement du Québec a rendu public le 2 mars 2021 son Plan d'action pour la relance des exportations, doté d'une enveloppe de 503 M CAD (339 M€) sur cinq ans. Composé de dix actions clés, ce plan poursuit deux objectifs : récupérer à court terme le terrain perdu en raison de la pause économique et de l'incertitude causées par la crise sanitaire et propulser les exportations du Québec dans une nouvelle phase de croissance post-pandémie pour que leur valeur atteigne 50 % du PIB. Ses clientèles cibles se composent des entreprises exportatrices et de celles ayant un fort potentiel d'exportation et des organismes sectoriels et régionaux de concertation et de promotion des exportations. Le plan vise à soutenir les entreprises du Québec dans leurs activités à l'international mais aussi dans le reste du Canada.

Ottawa souhaite renforcer son contrôle des investissements étrangers

Le gouvernement fédéral, par l'intermédiaire du ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie François-Philippe Champagne, a publié une révision de la *Loi sur l'investissement*, présentant de nouveaux enjeux de sécurité et points de vigilance liés aux investissements et acquisitions étrangères dans un certain nombre de secteurs, notamment l'industrie minière, l'intelligence artificielle ou les biotechnologies. Le Ministre a également appelé les universités et laboratoires de recherche à faire preuve de vigilance lors de l'attribution des fonds de recherche. Le Canada souhaite, à l'instar des États-Unis, réduire sa dépendance à certains pays tels que la Chine ou la Russie dans les secteurs stratégiques de son économie.

5 Agriculture

Le gouvernement fédéral veut créer un laboratoire en plein air sur le changement climatique sur les terres agricoles de la Saskatchewan

La ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Marie-Claude Bibeau, souhaite que le laboratoire serve de plaque tournante, réunissant des agriculteurs et des scientifiques afin de trouver les meilleures pratiques pour un secteur confronté au changement climatique. Le gouvernement fédéral a alloué 185 millions de dollars sur les dix prochaines années pour lancer le projet. La première phase, lancée le 1er avril, vise à créer des « hubs », appelés " laboratoires vivants ", en offrant des subventions pouvant atteindre 100 000 \$ (The Globe and Mail, 19 mars).

6 Environnement et énergie

La Cour suprême du Canada juge la taxe carbone constitutionnelle

La Cour suprême du Canada a déclaré jeudi constitutionnelle la loi encadrant la taxe carbone fédérale instaurée par Justin Trudeau et qui était vivement contestée par l'Alberta, l'Ontario et le Saskatchewan. Initialement de 20 dollars (13 euros) par tonne de dioxyde de carbone (le principal gaz à effet

de serre) émis par les carburants et produits pétroliers, cette taxe instaurée en 2019 doit passer à 50 dollars en 2022 et devrait atteindre 170 dollars par tonne d'ici 2030. Elle est répercutée sur le prix du carburant et appliquée dans quatre des dix provinces canadiennes qui n'ont pas pris de mesures jugées compatibles avec le plan du gouvernement central (Ontario, Alberta, Manitoba et Saskatchewan). Les gouvernements provinciaux riches en pétrole de l'Alberta et de la Saskatchewan, ainsi que celui de l'Ontario, avaient contesté la constitutionnalité de la loi fédérale de 2018 et affirmaient qu'elle empiétait sur leur champ de compétences.

Le Canada a signé un accord de coopération avec l'Allemagne sur l'énergie verte comportant un volet sur l'hydrogène.

L'Allemagne et le Canada ont signé le 16 mars, en marge du « 7e Dialogue de Berlin sur la transition énergétique », un partenariat sur l'énergie verte comportant un volet sur l'hydrogène, suite à la rédaction d'un rapport d'Adelphi sur les atouts du Canada en la matière. Le Canada a un potentiel d'énergies renouvelables important pour produire de l'hydrogène à partir de sources d'énergie renouvelable (capacité de 25 à 35 Mt à l'export par an) ainsi qu'une grande expertise dans le domaine et l'Allemagne aura des besoins importants en consommation. Le partenariat commencera par des échanges sur l'avenir de l'hydrogène, puis se poursuivra par des projets concrets de démonstration notamment Québec et Terre-Neuve-et-Labrador. Enfin, les deux pays coopéreront sur les sujets de certification (notamment sur le suivi et le calcul des émissions sur toute la chaîne de production) ainsi que dans le but de développer les technologies de transport.

7 Infrastructures

Ottawa donne son feu vert à la construction du port industriel de Contrecoeur

Lundi 1er mars, Le gouvernement Trudeau a annoncé qu'il autorisait la construction du nouveau port industriel de conteneurs de Contrecoeur. Ottawa permettra ainsi à l'Administration portuaire de

Montréal de détruire une partie de l'habitat essentiel du chevalier cuirvé, une espèce de poisson en voie de disparition et endémique au Saint-Laurent. Le fédéral n'a pourtant pas encore terminé la consultation publique en cours sur la préservation de cet habitat. Le terminal de 750 millions de dollars permettra le transit chaque année plus d'un million de conteneurs et jusqu'à 2400 camions chaque jour. Il s'agit du plus gros projet portuaire des dernières décennies au Québec. Une action en justice a été lancée par la Société pour la nature et les parcs du Canada (SNAP) et le Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE). Le gouvernement Legault soutient le projet via une subvention de 55 millions de dollars. 300 millions de dollars de fonds publics ont été annoncés par un haut responsable de la Banque de l'infrastructure du Canada pour la construction de ce nouveau port industriel.

Entreprises

1 Santé

Ouverture d'une nouvelle usine de production Sanofi à Toronto

Le ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, François-Philippe Champagne, a annoncé le 31 mars 2021 l'ouverture d'une nouvelle usine de production de l'entreprise française Sanofi à Toronto. Ce nouveau site de production représente un investissement total de 1 Md CAD (678 M€), dont la moitié environ sera prise en charge par Sanofi, tandis que le gouvernement fédéral et la ville de Toronto apporteront également un concours financier. Ce site sera principalement dédié à la production de vaccins contre la grippe et devrait être opérationnel en 2026.

2 Aéronautique

Bombardier établit un plan quinquennal pour tirer parti de la reprise des ventes de jets privés

L'entreprise, qui a conclu la vente de son unité de trains au début de l'année, a publié des revenus de 5,6 Md USD (4,8 Md€) pour les jets privés pour l'année 2020. Bombardier a dévoilé ces prévisions avant une présentation matinale aux investisseurs - sa première sous la direction du nouveau PDG Éric Martel, qui est entré en fonction en avril. Après s'être retirée de l'aviation commerciale et de la fabrication de trains dans le cadre du plan de redressement de l'ancien PDG Alain Bellemare, Bombardier se concentre désormais sur les jets privés de grande et moyenne taille, qui ont traditionnellement été le secteur le plus rentable de l'entreprise. La COVID-19 a poussé un nombre croissant de clients à voler en avion d'affaires pour la première fois, pour des questions de sûreté et de sécurité. Le nombre de milliardaires dans le monde augmente de 10 % par an, ce qui devrait soutenir la demande, selon M. Martel.

Airbus Canada estime que le gouvernement canadien envoie un signal « très dangereux », en tardant à accorder une aide spécifique aux compagnies aériennes et à l'industrie aéronautique

Les grands donneurs d'ouvrage, comme le géant européen Airbus, pourraient hésiter à investir davantage au Canada. Pour l'entreprise, qui contrôle l'A220 – l'ex-C Series de Bombardier – et assemble les appareils à Mirabel (2500 salariés soit environ 300 de moins qu'avant la crise sanitaire), il faut d'abord venir en aide aux compagnies aériennes. Les transporteurs canadiens risquent d'avoir des difficultés à rivaliser avec leurs concurrents internationaux ayant bénéficié d'un soutien financier, Air Canada a annulé des commandes d'A220 alors que WestJet a fait de même avec un contrat pour 15 avions Boeing 737 MAX. Le patron d'Airbus Canada a également suggéré au comité des aides d'urgence aux fournisseurs de l'industrie qui sont plus « fragiles ». Selon l'Association du transport aérien international (IATA), qui représente 290 compagnies aériennes à travers le monde, les transporteurs devraient perdre de 75 à 95 Md USD (de 64 à 81 Md€) cette année en dépit des espoirs suscités par la vaccination massive.

La reprise des vols de la compagnie Porter retardée

La compagnie aérienne Porter Airlines, basée à Toronto (Ontario), a annoncé au début du mois de mars qu'elle repoussait la reprise de ses vols commerciaux, interrompus depuis un an (21 mars 2020). Initialement prévue le 29 mars 2021, la reprise est désormais programmée le 19 mai. Selon Michael Deluce, PDG de Porter Airlines, « *la mise en œuvre de règles de voyage plus restrictives par les gouvernements depuis notre dernière mise à jour rend un redémarrage au début du printemps non viable.* ».

3 Distribution

Rachat de Longo par Empire Company Ltd.

Empire Company a annoncé le 15 mars avoir racheté 51% de l'enseigne de distribution Longo, ainsi que la plateforme de e-commerce Grocery Gateway, pour un montant de 357 M CAD. Le rachat devrait être effectif au premier trimestre de l'année 2022. Longo compte plus de 35 surfaces de vente, principalement autour de Toronto, tandis que la plateforme Grocery Gateway revendique environ 70 000 utilisateurs.

4 Finance

La banque Toronto-Dominion (TD Bank) fait l'acquisition de l'entreprise américaine de trading Headlands

TD Bank, une des principales banques de détail canadiennes, a annoncé récemment cette acquisition qui devrait être effective à l'été 2021. Le montant de la transaction n'a pour l'instant pas été révélé. Cette acquisition confirme la volonté d'expansion de TD Bank sur le marché des obligations. En effet, l'entreprise Headlands Tech Global Markets, basée à Chicago, a développé un logiciel de *trading* électronique spécialisé dans le marché des obligations, notamment les obligations municipales et les obligations de sociétés non-financières. La banque canadienne a souligné sa volonté d'améliorer considérablement sa propre solution de *trading* électronique grâce à cette acquisition.

5 Transports et infrastructures

Nouveau partenariat entre Thales, InVision et Metrolinx pour l'avenir des transports en Ontario

L'entreprise française Thales a annoncé son association prochaine avec InVision, entreprise technologique basée à Toronto (Ontario) et Metrolinx, l'agence régionale de transport de la province de l'Ontario afin d'œuvrer pour le développement des technologies de transport dans la province ontarienne. Ce partenariat se fera sous l'égide de l'Ontario Centre of Innovation, par le biais du programme AVIN's (*Autonomous Vehicles Innovation Network*) WinterTech Development. La valeur totale du projet est estimée à 1,5 M CAD (1 M€), dont une contribution de 500 000 CAD (337 000 €) du gouvernement de l'Ontario.

Le gouvernement du Québec octroie 56 M CAD (37,8 M€) sous forme de prêt avec possibilité de pardon à Alstom Canada pour l'usine à La Pocatière

Le gouvernement du Québec va octroyer 56 millions de dollars sous forme de prêt avec possibilité de pardon à Alstom Canada afin d'assurer la pérennité des emplois du site de production de La Pocatière. Cette contribution financière permettra à l'entreprise d'effectuer, dès avril prochain, divers investissements en vue d'accroître la productivité de l'usine. Ces investissements rendront possible la réalisation de nouveaux mandats de production à l'usine de La Pocatière. Ils favoriseront ainsi le retour au travail d'employés et le maintien d'un minimum de 400 emplois pour les cinq prochaines années et de 350 par la suite jusqu'à la fin de 2029.

6 Numérique / Tech

Quadient fait l'acquisition de la société canadienne FinTech Beanworks

La société française Quadient, cotée au marché Euronext, a annoncé récemment avoir fait l'acquisition de Beanworks, entreprise leader dans le secteur des solutions SaaS (*Software as a Service*) d'automatisation de la gestion des factures

fournisseurs basé à Vancouver (Colombie-Britannique). Beanworks, fondée en 2012, est notamment reconnue pour sa plateforme *cloud* et revendique aujourd'hui plus de 800 clients. Selon Quadient, le marché de l'automatisation de la gestion de factures fournisseurs pourrait représenter jusqu'à 4 Md USD (3,4 Md€) d'ici 2025.

L'entreprise française SQUAD s'implante en Amérique du Nord et lance sa nouvelle filiale à Montréal

SQUAD, spécialiste européen en cybersécurité (DevSecOps), accélère son développement à l'international et implante sa nouvelle filiale à Montréal pour partir à la conquête des marchés canadien et nord-américain. Pour soutenir sa croissance, le cabinet de conseil et d'expertise compte recruter de nombreux experts dans les mois qui viennent. Son objectif est de renforcer ses équipes sur l'ensemble des métiers de la cybersécurité : hackers éthiques, analystes SOC, ingénieurs spécialisés en sécurité des réseaux et des systèmes, architectes sécurité, etc. Après une année 2020 marquée par de

nouvelles performances et l'arrivée au capital de l'investisseur ABENEX, SQUAD accélère sa croissance avec l'ouverture prévue de trois nouvelles agences en France (Bordeaux, Lille et Brest) et de nouveaux pays en Europe (Allemagne, Bénélux). Le groupe se rapproche de son objectif pour 2025 : devenir le leader européen de la cybersécurité et du DevSecOps.

Levée de fonds de 450 M USD (383 M€) pour Inovia

L'entreprise de capital-risque québécoise Inovia Capital a annoncé la levée de 450 M USD (383 M €) pour soutenir le développement des nouvelles technologies et du secteur de la *tech* au Canada. L'entreprise a parallèlement annoncé la création d'un second fond d'investissement qui servira à l'investissement de ces 450 M USD, avec la garantie de partenaires institutionnels tels que la Caisse de Dépôt et de Placement du Québec ou encore le gouvernement d'Alberta. Il s'agit de la seconde levée de fonds importante d'Inovia, après une première levée de 400 M USD en 2019

Évènements

13-15 avril : Congrès « Globe Capital 2021 »

L'association Globe organise une série de panels et de conférences sur une durée de trois jours consacrés notamment au financement d'infrastructures durables. Le ministre des Ressources naturelles Seamus O'Regan interviendra le deuxième jour. Le détail de l'agenda, des intervenants ainsi que les liens d'inscription peuvent être trouvés [ici](#).

13 avril : conférence sur les perspectives de reprise post-Covid avec la Chambre de commerce et d'industrie d'Ontario

La Chambre de commerce d'Ontario organise une conférence en partenariat avec Total sur les perspectives de reprise post-Covid, tout en garantissant des gains de productivité importants et une croissance durable. Vous pouvez vous inscrire [ici](#).

13 avril : « Labour Relations Outlook Webinar 2021 » avec le Conference Board

Le think tank canadien *Conference Board* organise un webinaire autour de l'évolution des environnements et des relations de travail dans le contexte de reprise de l'activité au cours de l'année 2021. Les intervenants sont les membres du think tank Pedro Antunes, Monica Haberl et Natalie Arruda. Vous pouvez vous inscrire [ici](#).

14 avril : « L'hydrogène vert : tour d'horizon des modèles d'affaires émergents » avec la Chambre de commerce et d'industrie de Montréal

La CCI française au Canada présentera le 14 avril prochain un webinaire avec les acteurs principaux et maillons de la chaîne économique du développement de l'hydrogène : Airbus, Air Liquide, Cummins, Michelin et Natixis. Natixis introduira le sujet et questionnera nos intervenants sur les grands enjeux de cette transition, à savoir : l'accélération de l'économie de l'hydrogène, les infrastructures nécessaires, les types d'applications, les partenariats publics/privés, la normalisation et les codes de sécurité et le financement de la filière. Les détails du webinaire peuvent être trouvés [ici](#).

20 avril : Webinaire CCIFC : immigration au Canada en 2021 : état des lieux et perspectives d'avenir

Me Natacha Mignon, Avocate en immigration et Associé du cabinet Immétis, dressera un état des lieux de la situation après plus d'un an de fermeture des frontières internationales :

- Impacts concrets de la pandémie sur le recrutement à l'international et les travailleurs étrangers temporaires ;
- Programmes d'immigration suspendus et alternatives ;
- Meilleures voies pour l'obtention d'un permis de travail dans le contexte actuel ;
- Enjeux en matière d'implantation ou d'investissement au Canada.

Il est possible de s'inscrire [ici](#).

20-22 avril : Conférence « Collision 2021 »

L'un des principaux salons canadiens de la *tech*, organisé en temps normal à Toronto, se tiendra cette année en ligne du 20 au 22 avril 2021. Les organisateurs attendent plus de 40 000 visiteurs originaires d'une centaine de pays. Plusieurs entreprises majeures du secteur seront représentées, parmi lesquelles Twitter, Amazon, Facebook, Wikipedia ou encore Reddit. Le programme détaillé est à retrouver [ici](#).

27 avril : « EU-Canada Business Tech Day » avec la Chambre de commerce de l'Union européenne au Canada

L'événement, composé de plusieurs panels et d'un temps de rencontre entre les participants, aura pour objet le développement des nouvelles technologies dans les secteurs de l'agriculture, des technologies propres et de la santé. L'inscription n'est pas encore ouverte.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Auteur : Services Économiques au Canada, Ambassade de France au Canada
42 Sussex Drive, Ottawa, Ontario K1M 2C9, Canada – Bureau 1000-1501 Mc Gill
Collège, Montréal, H3A 3M8, Canada

Rédigé par : Pierre-Antoine Chédaneau, Erika Montagnac, Carole Sémichon

Validé par : Xavier Bonnet et Samuel Lefebvre

Sources : Gouvernement du Canada, Statistique Canada, Banque du Canada

Version du 31 mars 2021